

La lettre de la zone franc

N° 7 • Décembre 2016

SOMMAIRE

» Éditorial	1
» Faits saillants	1
» Les deux Afrique	2
» Une croissance qui demeure vigoureuse en UEMOA	5
» Effondrement de la croissance économique dans la CEMAC	6
» Zoom sur... le Nigeria	7
» Tableau de bord Principales données	10

ÉDITORIAL

Les derniers rapports des grandes institutions internationales sur l'Afrique subsaharienne affichent des révisions très significatives de la croissance économique sur l'année écoulée : à la fin 2015, le FMI prévoyait pour 2016 une croissance réelle moyenne de 4,3 % pour l'ensemble du sous-continent. Aujourd'hui, il ne table plus que sur 1,4 % pour l'année 2016, le rythme moyen de croissance le plus bas enregistré depuis plus de vingt ans. Ces deux dernières années, caractérisées par la morosité de la conjoncture internationale, le repli des cours des matières premières et, dans certaines régions, des conditions météorologiques peu favorables, ont creusé un fossé entre quelques grands pays qui subissent de plein fouet la violence de ces chocs exogènes et d'autres, moins exposés, qui maintiennent une croissance vigoureuse.

Or, l'Afrique qui ralentit pèse davantage que l'Afrique qui poursuit une croissance rapide, si bien que le continent dans son ensemble paraît s'enfoncer dans une conjoncture économique morose. Le Nigeria, notamment, première économie d'Afrique subsaharienne, est tout particulièrement affecté par la faiblesse des cours du pétrole. Après avoir passé en revue la conjoncture différenciée de l'Afrique subsaharienne et de la zone franc en particulier, cette septième édition de La lettre de la zone franc s'interroge sur les conséquences de la récession que traverse le Nigeria sur les économies voisines.

Faits saillants

- 2015 et 2016 ont marqué une rupture dans la période de forte croissance observée en Afrique subsaharienne depuis le début des années deux mille. Selon les dernières prévisions du FMI, le taux de croissance de la région pourrait n'atteindre que 1,4 % en 2016.
- Le fossé se creuse entre deux Afrique : une Afrique dépendante des exportations de ses ressources naturelles, où la croissance s'effondre, et une Afrique plus diversifiée, mais dont les niveaux de PIB sont plus bas. L'effet du ralentissement des grandes économies africaines comme l'Afrique du Sud ou le Nigeria est loin d'être anodin et sans doute sous-estimé, notamment pour les petites économies frontalières qui bénéficient largement des échanges informels.
- En Afrique de l'Ouest, en 2016, l'activité économique continue de profiter de la bonne tenue de la consommation privée et des vastes programmes d'investissement public qui soutiennent notamment les secteurs de la construction et des transports. Elle pourrait atteindre 6,9 % en moyenne sur l'année, soit 0,3 point de pourcentage de plus que l'année précédente.
- En Afrique centrale, en revanche, la persistance de la faiblesse des cours du pétrole et ses conséquences négatives sur les recettes d'exportations et la demande, ainsi qu'un climat sécuritaire toujours tendu dans la région du lac Tchad, provoquent un ralentissement significatif de la croissance qui pourrait rester inférieure à 1 % en 2016.

Retrouvez ici
les actualités
de la zone franc

www.banque-france.fr

BANQUE DE FRANCE

EUROSISTÈME

1

Dernières publications

Réendettlement des pays africains : entre risques et opportunités

Techniques financières et développement, n° 123, juin 2016.

L'Afrique aura-t-elle besoin d'une nouvelle initiative « Pays Pauvres Très Endettés » ?

Trésor-Éco, n° 164, mars 2016.

Mega-deals: what consequences for SSA?

Guimbard (H.) et Le Goff (M.), *Journal of African Economies*, publié en ligne, décembre 2016.

Les deux Afrique

Suite à l'effondrement des cours du pétrole amorcé mi-2014, la situation économique de l'Afrique subsaharienne s'est dégradée en 2015 et davantage encore en 2016, avec un taux de croissance en glissement annuel qui pourrait n'atteindre que 1,4 % selon le FMI¹ (cf. graphique 1), le taux le plus bas jamais atteint depuis vingt-deux ans sur le continent africain.

Ce ralentissement occulte néanmoins une extrême hétérogénéité des situations nationales, avec le creusement d'un fossé entre, d'une part, les grands pays exportateurs de matières premières, subissant le choc du recul des cours, et, d'autre part, une vaste majorité de pays, importateurs nets de pétrole et moins dépendants des exportations de produits de base. Ces derniers conservent une dynamique de croissance favorable, souvent entretenue par des politiques actives d'investissement public et une consommation privée soutenue (cf. graphique 2).

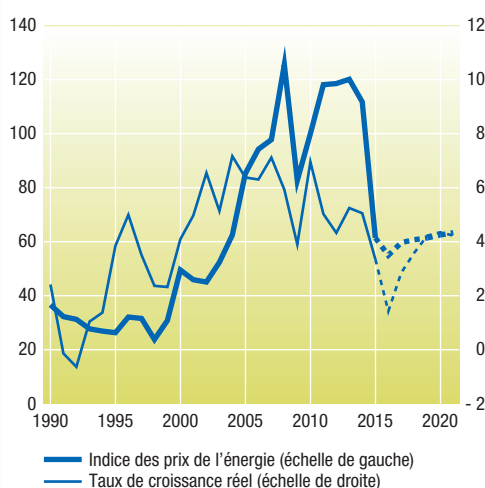
Pour les grands pays exportateurs de pétrole (notamment le Nigeria, l'Angola ou les pays de la

Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique Centrale – CEMAC) ou dans les pays largement tributaires d'autres produits de base dont les prix ont chuté², la croissance économique a fortement ralenti, entraînée par la chute brutale des recettes d'exportations. La vive détérioration des termes de l'échange, aggravée par la faible diversification structurelle de ces économies, a entraîné l'apparition, puis l'accroissement, des déficits de transactions courantes, et une baisse rapide des réserves de change.

Pour faire face à la baisse de leurs recettes d'exportations, ces grands pays producteurs ont, pour la plupart, adopté des mesures d'ajustement budgétaire, parmi lesquelles : suppression des subventions sur le prix des carburants à la pompe, diminution des dépenses courantes, suspension des grands projets d'infrastructures, réduction de l'activité dans les secteurs pétrolier et minier. Mais le choc est d'autant plus difficile à amortir que beaucoup de ces pays étaient déjà en situation de déficit budgétaire avant la chute des prix des matières premières (cf. graphique 3).

G1 Prix de l'énergie et croissance en Afrique subsaharienne

(indice en termes réels, 2010 = 100 ; taux de croissance en %)

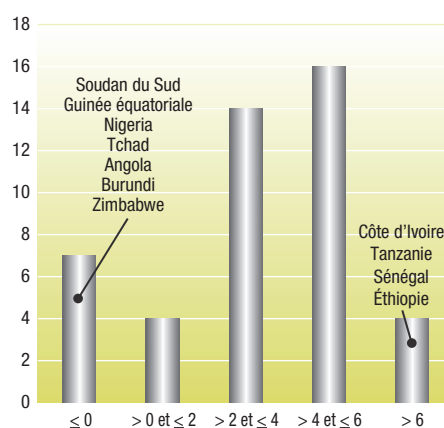


Note : Prévisions FMI en pointillés.

Sources : FMI, Banque mondiale. Calculs : Banque de France.

G2 Distribution des pays d'Afrique subsaharienne selon la croissance attendue en 2016

(ordonnée : distribution en nombre de pays ; abscisse : taux de croissance en %)



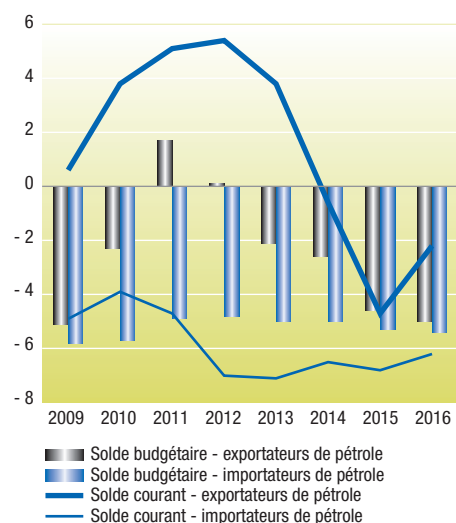
Source : FMI. Calculs : Banque de France.

1 Voir FMI (2016), Perspectives économiques régionales – Afrique subsaharienne, octobre.

2 La croissance a également fortement ralenti dans les pays dépendants d'autres produits de base que les hydrocarbures, notamment en Zambie (cuivre), au Botswana (diamants, cuivre), en Afrique du Sud (platine, or, minerai de fer), au Zimbabwe (métaux précieux) ou au Ghana (or, pétrole).

G3 Déficits jumeaux des pays d'Afrique subsaharienne

(en % du PIB)

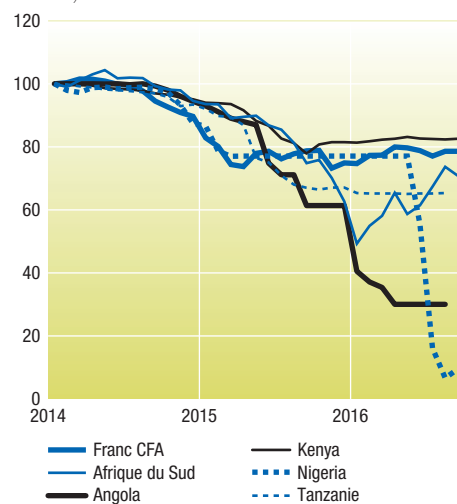


Note : Les déficits jumeaux désignent la conjonction de déficits public et de balance courante.

Source : FMI, Perspectives économiques régionales (octobre 2016).

G4 Évolution des taux de change dans une sélection de pays d'Afrique subsaharienne

(base 100 à janvier 2014 pour les monnaies nationales vis-à-vis du dollar)



Note : Une baisse de l'indice correspond à une dépréciation vis-à-vis du dollar.

Source : Datastream.

La dégradation des termes de l'échange, la montée des déséquilibres macroéconomiques et la réévaluation du risque africain par les investisseurs internationaux ont contribué à la dépréciation du taux de change dans ces pays (cf. graphique 4), générant une accélération de l'inflation importée. En Angola, l'inflation en glissement annuel s'est établie à 14 % en moyenne en 2015 et atteignait 38 % en octobre 2016. De même, au Nigeria, l'inflation dépassait 18 % en novembre 2016, contre 9 % en moyenne en 2015. Les autorités monétaires ont réagi par la mise en œuvre de politiques monétaires restrictives (hausse des principaux taux directeurs) ainsi que par le renforcement des contrôles de change et des importations.

La détérioration rapide des perspectives économiques se manifeste par des besoins de financement croissants. Mais un recours massif à l'emprunt extérieur pour financer le nécessaire ajustement économique dans un contexte de prix du pétrole durablement modéré pourrait, à terme, remettre en cause la viabilité de la dette de certains pays dans un environnement de moins en moins favorable à l'endettement international. Finalement, le cumul des pressions inflationnistes, du creusement de déficits jumeaux et de l'érosion de la liquidité extérieure fragilise la stabilité macro-financière de l'ensemble de ces pays.

Si l'avenir paraît incertain et compliqué pour ces grands pays producteurs, **près de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne continuent d'enregistrer des taux de croissance annuelle supérieurs à 4 % par an.** Ces pays sont généralement importateurs nets de pétrole et ont bénéficié d'un allègement substantiel de leurs recettes d'importations. Leur croissance a été résiliente en 2015 (autour de 4 %) et devrait rester soutenue en 2016 et 2017. En tête de peloton, on compte les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), l'Éthiopie, la Tanzanie ou le Kenya, des pays dont les économies sont relativement diversifiées : les cinq pays qui ont enregistré les meilleures performances de croissance en Afrique subsaharienne au cours de deux dernières années sont des économies dont les exportations sont trois fois plus diversifiées que les cinq pays les moins performants.

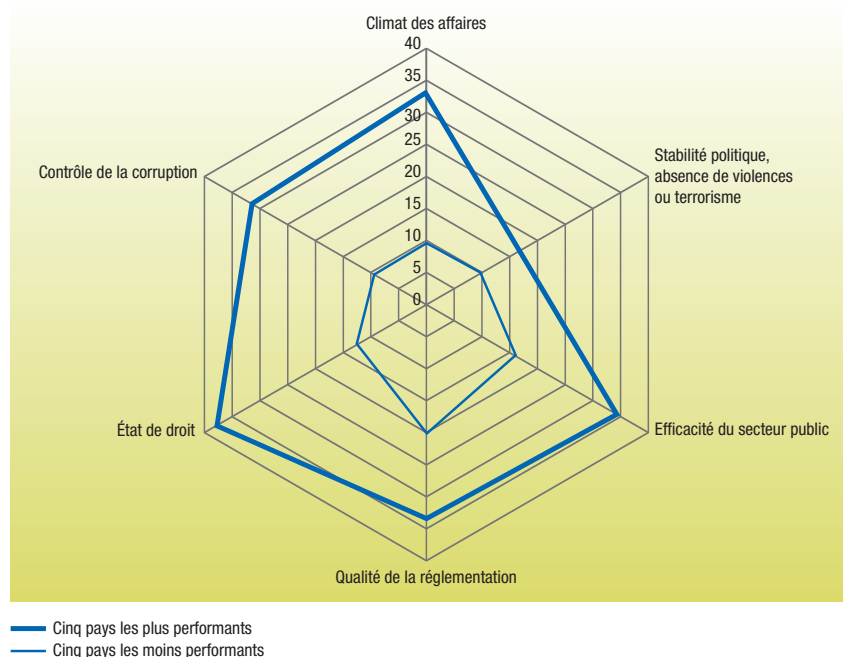
Au bénéfice de la chute des cours du pétrole s'ajoute une demande intérieure dynamique, stimulée par des politiques d'investissement public actives et des efforts de diversification de l'économie. Ces économies affichent en outre des scores largement supérieurs en termes de climat des affaires et d'indicateurs de gouvernance (cf. graphique 5).

Focus sur le Tchad

L'économie tchadienne est fortement affectée par la baisse des cours du pétrole qui s'est traduite par un recul des exportations, ramenées de 30 % du PIB en 2013 à 21 % en 2016, et par un effondrement des recettes publiques, de 25,2 % du PIB en 2013 à 8,7 % en 2016. Dans le contexte d'un ajustement budgétaire drastique (baisse de 80 % des dépenses d'investissement et de 25 % des dépenses sociales), l'économie tchadienne est entrée en récession en 2016 (croissance annuelle estimée à - 3,5 %) et devrait le rester en 2017 (prévue à - 0,3 %). En outre, alors que la diversification de la croissance s'affirme comme un enjeu de première importance, le secteur non pétrolier est également en récession, affecté par la forte insécurité dans la région du lac Tchad, les arriérés de paiement accumulés par l'État et les effets du ralentissement dans le secteur pétrolier. Enfin, la position extérieure est également critique : malgré la réduction du déficit courant à 7,5 % du PIB, sous l'effet de la contraction des importations liée à la récession et aux coupes budgétaires, les réserves se sont rapidement taries. Dans ce contexte difficile, les autorités tchadiennes recherchent des solutions de financement élargies : à la facilité élargie de crédit de trois ans consentie au Tchad par le FMI en 2014, portant sur près de 140 millions de DTS, s'ajoutent des tentatives de renégociation avec les bailleurs publics et privés internationaux.

G5 Indicateurs de gouvernance, de qualité des institutions et de climat des affaires selon le degré de performance économique en Afrique subsaharienne

(classement mondial)



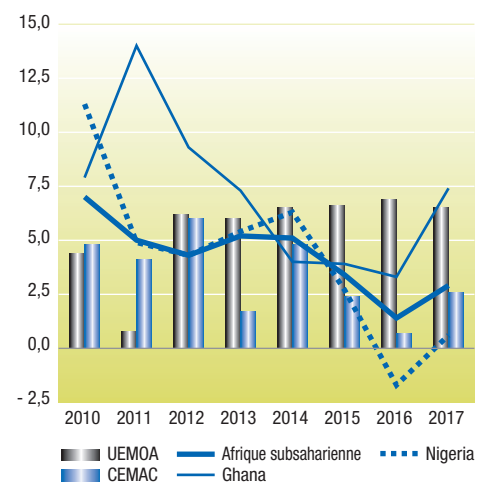
Note : Moyennes pondérées des rangs mondiaux sur 100 pour les cinq plus basses performances en termes de croissance en 2016 et les cinq plus hautes performances. Plus le rang est élevé, plus l'indicateur indique une situation favorable.
Source : Banque mondiale, Doing business et World Governance Indicators. Calculs : Banque de France.

Plusieurs remarques viennent néanmoins nuancer l'optimisme qui pourrait naître de ce dynamisme apparent. En premier lieu, ce groupe de pays compte pour moins d'un quart du PIB total de l'Afrique subsaharienne, si bien qu'à l'échelle régionale, l'effet d'entraînement ne peut être que limité. Ensuite, leur modèle de croissance s'accompagne souvent d'un creusement prononcé des déficits budgétaires et extérieurs (cf. graphique 3) qui constitue un véritable pari sur l'avenir et sur l'efficacité des programmes d'investissements publics en cours. Or, le FMI estime qu'environ 40 % de l'impact potentiel de l'investissement dans les pays en développement est perdu à cause de l'inefficacité dans les processus d'investissement public³.

En raison de la structure très différente de leurs exportations, l'UEMOA et la CEMAC illustrent, à l'échelle de la sous-région, les évolutions contrastées des pays d'Afrique subsaharienne (cf. graphique 6).

G6 Croissance du PIB réel en Zone franc et en Afrique subsaharienne

(taux en %, en glissement annuel)



Sources : FMI, BCEAO et BEAC.

³ FMI (2015), « Making public investment more efficient », Staff Report, juin.



Une croissance qui demeure vigoureuse en UEMOA

En 2016, selon les dernières estimations de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), l'UEMOA enregistrerait une croissance du PIB réel de 6,9 % en moyenne (après 6,6 % l'année précédente), l'activité économique continuant de profiter de la **bonne tenue de la consommation finale** (ménages et administrations publiques) et des **vastes programmes d'investissements publics**, qui soutiennent notamment les secteurs de la construction et des transports.

Cette tendance concernerait l'ensemble des pays de l'Union à l'exception de la Guinée-Bissau et du Mali. Elle serait particulièrement marquée au Niger, du fait, notamment, de la croissance des industries extractives et de l'augmentation des investissements publics d'aménagement agricole et de transport. De même, le Burkina Faso, premier producteur de coton et deuxième producteur d'or de l'UEMOA, bénéficie de la normalisation de sa situation politique et du démarrage de l'exploitation de nouvelles mines d'or suite à l'attribution de nouveaux permis d'exploitation (mine de Karma par la société True Gold Mining, mine de Yaramoko par Roxgold, etc.).

Sur l'ensemble de l'année 2016, le taux d'inflation moyen devrait s'établir à 0,4 % après 1 % en 2015 selon la BCEAO. Cette décélération sensible de l'inflation est liée, d'une part, à la baisse des prix des carburants à la pompe due

au maintien des cours du pétrole à des niveaux bas et, d'autre part, au desserrement de l'offre de produits vivriers résultant des **bons résultats de la dernière campagne agricole ainsi que des perspectives d'augmentation de la production céréalière et de tubercules au cours de la campagne 2016-2017 (augmentation induite par une bonne pluviométrie)**.

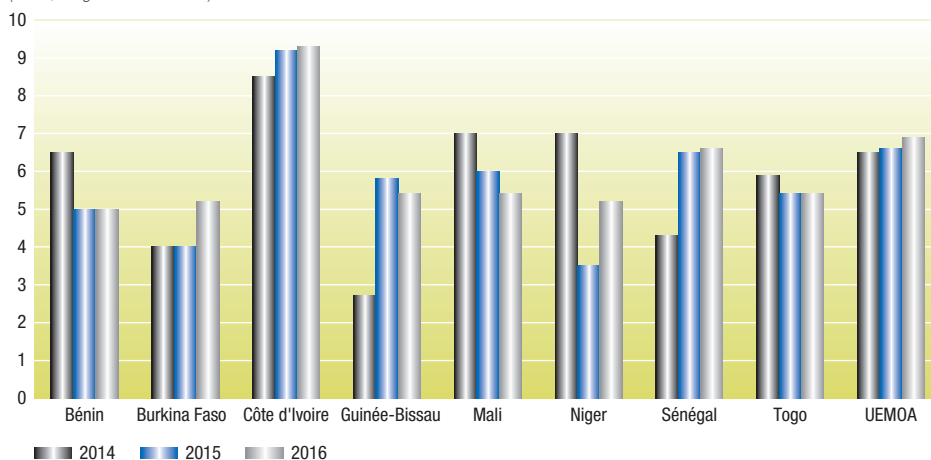
Malgré la poursuite au sein de l'Union des grands projets publics d'investissement dans les infrastructures, malgré la hausse des dépenses courantes et le recul des dons, **le déficit budgétaire global base engagements, dons compris, se réduirait très légèrement en 2016** sous l'effet d'un meilleur recouvrement des recettes fiscales, pour atteindre 4,0 % du PIB à fin 2016, contre 4,1 % un an plus tôt, selon la BCEAO.

En dépit d'une facture énergétique modérée, **le solde de la balance courante de l'UEMOA se détériore** (-6,2 % du PIB attendu en 2016, après -6,0 % en 2015 selon le FMI), en liaison avec le renchérissement des factures d'importation de biens alimentaires, intermédiaires et d'équipements.

En 2017, la dynamique de croissance devrait se poursuivre en UEMOA. Les prévisions de croissance oscillent entre 6,5 % selon le FMI et 7,0 % selon la BCEAO.

G7 Croissance du PIB réel des pays de l'UEMOA

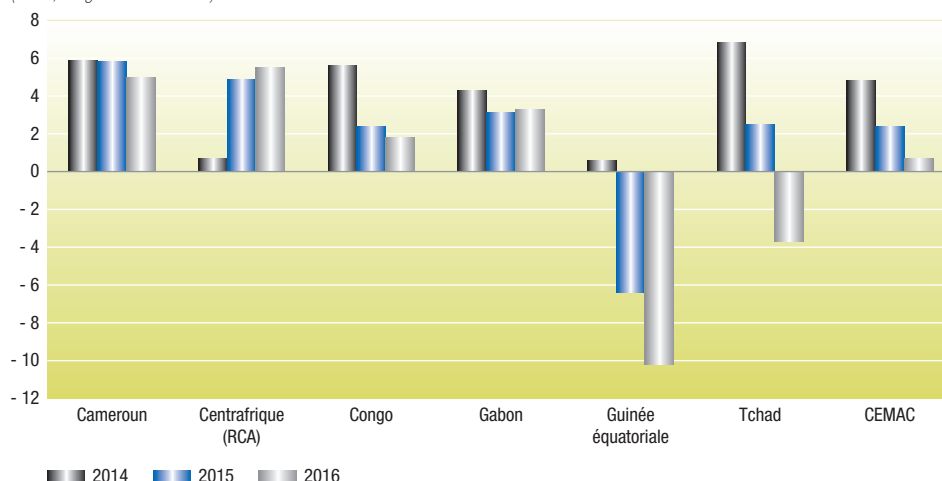
(en %, en glissement annuel)



Source : BCEAO.

G8 Croissance du PIB réel des pays de la CEMAC

(en %, en glissement annuel)



Source : BEAC.

Dans la CEMAC, pour la deuxième année consécutive, **l'activité économique pâtit fortement de la faiblesse des cours des hydrocarbures et des performances médiocres du secteur non pétrolier, globalement affecté par le recul de la demande intérieure. La persistance de tensions sécuritaires**, notamment dans la zone frontalière entre le Tchad, le Cameroun et la République centrafricaine, pèse également sur l'environnement économique. En 2016, le taux de croissance du PIB réel atteindrait à peine 1 %, contre 1,7 % anticipé par la Banque de développement des États de l'Afrique Centrale (BEAC) en première partie de l'année, et après 2,4 % en 2015.

Cette évolution moyenne masque néanmoins des situations divergentes entre les différents pays de la sous-région (cf. graphique 8). Ainsi, la République centrafricaine, en reconstruction, et le Cameroun, dont l'économie est la plus diversifiée de la CEMAC, affichent les taux de croissance les plus élevés (respectivement, pour 2016, 5,5 % et 5,0 % attendus par la BEAC). En revanche, la Guinée équatoriale, premier producteur de pétrole de la CEMAC, et le Tchad, dont le marasme du secteur pétrolier s'est diffusé à l'ensemble de l'économie, sont en récession (respectivement, pour 2016, - 10,2 % et - 3,7 % anticipés par la BEAC).

Dans ce contexte, **le secteur tertiaire demeurerait le principal moteur de la croissance** (+ 1,4 point de pourcentage). Malgré le dynamisme du secteur agricole qui bénéficie de différents programmes de soutien, les mauvaises performances du secteur primaire (- 1,7 point de pourcentage) proviendraient du recul de l'activité dans les industries extractives consécutive à une baisse de près de 8,5 % de la production de pétrole, de 2,1 % de la production de gaz et de 41 % de la production d'aluminium camerounaise. Enfin, la contribution à la croissance du secteur secondaire demeurerait marginale (+ 0,1 point de pourcentage), le secteur du bâtiment et des travaux publics étant durement touché par les ajustements budgétaires des États.

Malgré le ralentissement de la demande, en 2016, **le taux d'inflation moyen annuel de la CEMAC s'établirait, d'après la BEAC, au niveau du plafond communautaire de 3,0 %**, tiré à la hausse notamment par la suppression de l'exonération de taxes à l'importation sur le riz au Cameroun, et l'arrêt des perturbations dans les circuits de distribution en République centrafricaine, au Congo et au Gabon au lendemain des élections présidentielles.

La détérioration des termes de l'échange, consécutive à la faiblesse des cours du pétrole, et le ralentissement de la croissance

vont de pair avec le creusement des déficits jumeaux. Affecté par la réduction de la valeur des exportations, **le déficit des transactions courantes de la CEMAC s'est fortement creusé** en 2015 (13,3 % du PIB) et se maintiendrait à des niveaux comparables en 2016 (12,4 % du PIB selon la BEAC). **En dépit de mesures visant à réduire les dépenses publiques,** et plus particulièrement les dépenses d'investissement, la diminution des recettes d'origine pétrolières pèse lourdement sur le déficit budgétaire (base engagement, hors dons) qui s'est établi à 3,4 % du PIB

en 2015 et atteindrait 5,6 % du PIB en 2016, selon la BEAC.

Dans un contexte de recettes budgétaires et de réserves en diminution, les États de la CEMAC devraient continuer à recourir à l'endettement extérieur malgré la dégradation des conditions de financement sur les marchés internationaux. **La diversification des économies de la région et la sortie du « tout pétrole » restent le défi majeur à moyen terme,** compte tenu du recul, lent mais régulier, de la production pétrolière couplé à la faiblesse des cours.



Zoom sur... les effets régionaux du ralentissement du Nigeria

Portée par le secteur pétrolier et des politiques macroéconomiques assainies, **l'économie nigériane a été particulièrement dynamique jusqu'en 2014,** enregistrant des taux de croissance parmi les plus élevés d'Afrique subsaharienne (plus de 7 % en moyenne entre 2004 et 2014). En 2014, après des révisions statistiques, le Nigeria est même devenu la première économie d'Afrique subsaharienne, représentant près de 31 % du PIB régional. Cette forte croissance a toutefois essentiellement reposé sur les ressources pétrolières, qui représentaient en 2014 plus de 90 % des revenus d'exportations et près de 60 % des revenus budgétaires. Dans ce contexte, **la chute des cours du pétrole a fortement pesé sur l'économie du pays, qui n'a enregistré que 2,7 % de croissance en 2015. La situation économique s'est encore dégradée depuis le début de l'année 2016 et le pays est officiellement entré en récession au deuxième trimestre** sous l'effet conjugué des perturbations associées aux pénuries de devises et d'essence, des coupures d'électricité, de la chute de la consommation et de l'investissement, d'un climat sécuritaire tendu, ainsi que de la baisse de la production pétrolière en lien avec les attaques récentes dans le delta du Niger. Au total, l'activité économique devrait se contracter de 1,7 % en 2016 selon le FMI (cf. graphique 6).

La baisse des cours du pétrole a exercé de fortes pressions sur le naira, la monnaie nigériane. En dépit de deux dévaluations successives, en novembre 2014 et février 2015, ainsi que des limites imposées sur les ventes de devises, les réserves de change de la banque centrale ont chuté continûment depuis 2014. L'ancrage au dollar étant devenu difficilement soutenable, **le Nigeria a adopté un système de change flottant géré depuis le 20 juin 2016. Une dépréciation immédiate de 30 %** face au dollar a alors été enregistrée. Parallèlement, **les tensions inflationnistes se sont accentuées,** l'inflation atteignant des plus hauts depuis onze ans (18,3 % en glissement annuel en octobre 2016) malgré la mise en œuvre **d'une politique monétaire restrictive.**

Une inflation élevée conjuguée à une forte dépréciation du change se traduit par une baisse constante de la valeur des encaisses monétaires, exprimées en devises, des résidents nigériens. Ces derniers ont mené des stratégies de maintien de la valeur de leur épargne expliquant **l'émergence d'un marché parallèle de devises extrêmement actif ainsi que la baisse continue de la monnaie nigériane sur ce marché,** le franc CFA offrant alors toutes les qualités d'une monnaie refuge.

De même la **pénurie de devises** induite par la mise en place de mesures interdisant la convertibilité du naira pour une liste de quarante-et-un biens importés affecte durement l'activité des entreprises nigériennes. Elle explique également un recours de plus en plus important au marché de change parallèle, ainsi que l'accroissement d'un **commerce régional de contrebande entre le Nigeria et les pays limitrophes** appartenant à la Zone franc, principalement, le Cameroun, le Bénin, le Niger et le Tchad.

.../...

Focus sur la Guinée-Bissau

Le pays traverse une crise politique depuis la destitution du Premier ministre, en août 2015, par le président José Mario Vaz. Trois gouvernements se sont ensuite succédé à la tête de l'État, dont le dernier a été limogé en novembre 2016. Le 19 novembre, la nomination d'un nouveau Premier ministre désigné par le président Vaz (en application de l'accord conclu à Conakry le 14 octobre 2016 afin de sortir le pays de la crise) a été rejetée. Cette instabilité politique inquiète la communauté internationale dans la mesure où l'élection de M. Vaz, en mai 2014, avait semblé marquer un retour progressif à l'ordre constitutionnel dans un pays qui, depuis son indépendance, en 1973, est en proie à une instabilité chronique et connaît régulièrement des tentatives de coups d'État traduisant la difficulté d'affirmer une autorité civile. Classé parmi les pays les plus pauvres du monde (178^e sur 188 pays selon le classement IDH du PNUD), les services publics de base (santé, éducation, eau, électricité, justice, sécurité) ne sont assurés que dans la capitale. Alors que la détermination des autorités à relancer l'activité grâce au soutien de la dépense publique a permis un redressement de la croissance (+ 2,7 % en 2014, + 4,8 % en 2015 et + 4,9 % en 2016 selon la BCEAO), les perspectives demeurent fragiles car dépendantes du climat sociopolitique, de la performance du secteur de la noix de cajou, du soutien financier du FMI et des principaux bailleurs (suspendu en 2016) et de la continuité des réformes dans une économie caractérisée par un large développement du secteur informel et des trafics illicites.

L'influence de la crise du Nigeria sur les pays de la Zone franc, et en particulier ceux qui lui sont limitrophes, n'est pas négligeable. Elle est liée, en premier lieu, au poids économique du Nigeria dans cette région et au degré de dépendance des pays environnants à leurs relations commerciales avec le Nigeria (cf. graphique A). Or, les exportations de l'UEMOA vers le Nigeria ont été pratiquement divisées par deux entre 2013 et 2015 et les exportations de la CEMAC vers le Nigeria par plus de six ⁴, ce mouvement ayant été amplifié par la politique de restriction aux importations mise en œuvre par la Banque centrale du Nigeria afin de contenir la dépréciation de la monnaie.

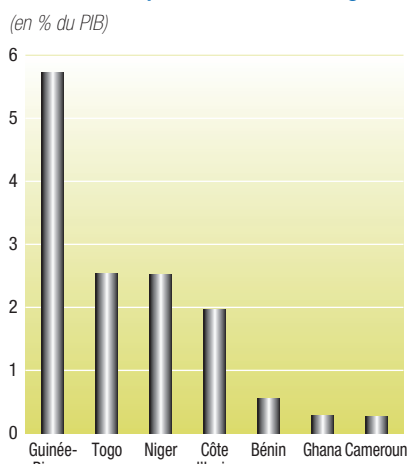
Ainsi, alors que le commerce de réexportation est au cœur des relations entre le Bénin et le Nigeria, on observe une forte baisse de ces flux (notamment dans la filière des véhicules d'occasion, des produits congelés et de la farine de blé). Ces filières seraient sévèrement touchées, non seulement par les restrictions imposées par les autorités nigérianes, mais aussi par de la baisse de la demande émanant du Nigeria, comme en témoignent les statistiques des véhicules d'occasion (cf. graphique B).

Lors d'une enquête menée par la Banque mondiale en octobre 2016, les entreprises béninoises rapportaient une chute globale de leurs ventes de 14,8 % en moyenne sur un an, alors que tous les indicateurs de performance de l'économie et du climat des affaires au Bénin étaient en amélioration ⁵. Il est probable que cet effondrement des ventes ait un lien étroit avec les performances de leur voisin nigérian : la dépréciation de la monnaie nigériane, le naira, a induit une amélioration de la compétitivité des biens d'équipement (notamment ciment et matériaux de construction) fabriqués au Nigeria par rapport à ceux produits localement. Cette situation est défavorable à la production de certaines entreprises basées au Bénin, telles que les cimenteries, et réduit la contribution du secteur manufacturier à la croissance.

Le Niger s'expose à des problèmes similaires, quoique davantage axés sur des questions de sécurité alimentaire. Traditionnellement, c'est le Niger qui exporte des moutons vers le Nigeria. Or, actuellement, la situation s'inverserait alors que les Nigériens acceptent de diminuer fortement leurs prix de vente pour se procurer du franc CFA considéré localement comme une devise refuge.

De la même façon, la forte dépréciation de la monnaie nigériane a réduit la demande pour les exportations togolaises. Ces effets demeurent néanmoins plus modérés au Togo que dans d'autres pays de la région étant donné que la base des exportations togolaises est assez diversifiée (en termes de pays comme de produits).

GA Dépendance d'une sélection de pays africains à leurs exportations vers le Nigeria



Source : FMI.

GB Véhicules d'occasion débarqués au port de Cotonou puis réexportés vers le Nigeria



Source : Port Autonome de Cotonou.

⁴ En 2015, le Nigeria était le troisième fournisseur de l'UEMOA (7,5 % des importations) derrière la France et la Chine et le quatrième de la CEMAC (3,8 % des importations).

⁵ Banque mondiale (2016), « Bénin 2016: country profile », The World Bank Enterprise Surveys, novembre.

Selon le FMI, un ralentissement de la croissance nigériane d'un point de pourcentage ne ferait reculer le PIB réel de l'UEMOA que de 0,2 point à un horizon de trois à quatre ans. Mais le choc est beaucoup plus fort dans certains pays comme le Bénin, le Togo et le Niger. En effet, les liens commerciaux informels avec les pays frontaliers sont nettement plus étroits que ne le suggèrent les statistiques officielles. Par exemple, selon la Banque mondiale, environ 20 % du PIB du Bénin dépend du commerce informel avec le Nigeria. Autrement dit, lorsque le FMI estime qu'une baisse d'un point de pourcentage de la croissance nigériane conduit à une réduction de 0,3 point de pourcentage de la croissance béninoise, il souligne aussi l'incertitude de ces résultats, les retombées se manifestant principalement *via* les échanges informels.

Dans la CEMAC, la situation sécuritaire vient en outre compliquer une situation économique dégradée. Les attaques répétées de Boko-Haram, qui pèsent sur la croissance nigériane, affectent également les économies du Cameroun et du Tchad. La région du Lac Tchad, historiquement région de commerce, est économiquement asphyxiée par l'insécurité : les routes sont régulièrement attaquées et les transports quasiment paralysés, les couloirs de transhumance bloqués et les champs désertés.

Au Tchad, on observe une baisse drastique des exportations des têtes de bétail vers le Nigeria (environ quatre fois moins en 2015 qu'en 2012) liée à la fois aux mesures de restrictions sur les importations prises par le Nigeria, à la baisse de la demande et à l'insécurité dans la région qui restreint les déplacements. De la même façon, les exportations camerounaises à destination du Nigeria ont été divisées par plus de deux entre 2014 et 2015. En 2016, les postes douaniers ont été fermés sur les 1 500 kilomètres de frontière entre le Nigeria et la région du Nord au Cameroun, région qui vit principalement de la riziculture, du maraîchage, de l'élevage et des échanges locaux de ces produits. La fermeture des postes douaniers constitue non seulement un manque à gagner en termes de recettes douanières, mais aussi un frein évident à l'économie locale. Ainsi, même une économie importante et diversifiée comme au Cameroun risque également de subir, ne serait-ce que de façon plus marginale, l'effet du ralentissement du Nigeria.

En revanche, **les effets de la suppression des subventions sur les carburants au Nigeria n'ont pas eu d'impact défavorable sur l'inflation des pays importateurs de la Zone franc.** Ainsi, selon la BCEAO, le prix de l'essence vendue en vrac importée du Nigeria a même enregistré une baisse au Bénin, la dépréciation du naira par rapport au franc CFA ayant compensé la suppression des subventions au Nigeria.

Enfin, le canal financier est une autre voie par laquelle le ralentissement nigérian pourrait se faire sentir. Les banques nigérianes ont amplifié leurs activités transfrontalières pendant les années deux mille et sont aujourd'hui présentes dans vingt pays de l'Afrique subsaharienne. Neuf banques ont maintenant une présence significative au Bénin, en Gambie, au Ghana, au Liberia et en Sierra Leone. Une banque nigériane est même devenue systématiquement importante dans plusieurs pays, notamment au Bénin et au Burkina Faso. Or, le système bancaire nigérian traverse une crise qui appelle à une grande vigilance de la part des autorités de supervision : selon la Banque mondiale, le taux de créances douteuses, en hausse compte tenu des difficultés économiques, s'établirait à 12 % en 2016, contre moins de 5 % fin 2015.

2017

CALENDRIER

24 janvier

Conférence Banque de France / Ferdi :
« Quelles réponses aux chocs de termes de l'échange dans les pays pauvres et vulnérables ? »
(Paris)

14 avril

Réunion des ministres de la Zone franc
(Abidjan)

Tableau de bord Principales données

	UEMOA				CEMAC			
	2014	2015	2016 ^{a)}	2017 ^{b)}	2014	2015	2016 ^{a)}	2017 ^{b)}
Taux de croissance du PIB réel (en %) ^{c)}	6,5	6,6	6,9	6,5*	4,8	2,4	0,7	2,6*
Recettes publiques, hors dons (en % du PIB)	17,7	18,6	19,0	19,0	23,4	19,4	18,4	18,5
Taux de pression fiscale (en % du PIB) ^{c)}	–	16,4	–	–	16,0	15,2	–	–
Dépenses publiques (en % du PIB)	23,7	25,2	25,8	25,4	27,7	24,6	24,2	22,8
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	- 6,0	- 6,6	- 6,8	- 6,4	- 4,2	- 5,2	- 5,9	- 4,3
Dette publique (en % du PIB)	40,9	45,0	46,0	46,0	29,0	36,1	39,2	38,8
Exportations de biens et services (en % du PIB)	30,0	30,0	29,5	30,3	47,8	39,6	34,7	35,6
Importations de biens et services (en % du PIB)	38,5	39,4	39,0	39,8	40,6	41,3	35,0	33,8
IDE net (en % du PIB)	2,2	2,1	2,8	3,1	3,8	3,1	3,4	3,3
Balance des transactions courantes, dons inclus (en % du PIB)	- 5,0	- 6,0	- 6,2	- 6,2	- 2,9	- 9,2	- 6,7	- 4,9
Taux directeur de la Banque centrale, (fin de période ; en points de base) ^{c)}	250	250	250	–	295	245	245	–
Taux d'inflation (moyenne annuelle, en %)	- 0,1	1,0	1,2	1,7	2,7	2,2	2,1	2,8
Masse monétaire (en % du PIB)	30,7	32,5	32,9	33,8	23,3	25,1	26,0	25,4
Taux de change effectif réel (2000 = 100)	113,4	107,0	–	–	129,0	125,9	–	–
Réserves (en mois d'importations)	3,6	3,0	2,8	2,8	5,5	4,3	3,4	3,0

a) Estimations.

b) Prévisions.

c) Sources : BCEAO, BEAC, sauf * pour prévisions FMI (Perspectives économiques régionales, octobre 2016).

Source : FMI, Perspectives économiques régionales, octobre 2016, sauf indication contraire.

Éditeur

Banque de France
39, rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris

Directeur de la publication

Marc-Olivier Strauss-Kahn

Rédacteur en chef

Christian Masson

Ont participé à la rédaction de cette lettre

Véronique Genre, Françoise Magnan-Marionnet

Réalisation

Direction de la Communication
Service de l'Édition et des Langages

Maquette

Angélique Brunelle



Version internet

» <https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/rapports-annuels-de-la-zone-franc>

Version papier

comozofi@banque-france.fr

Communiqué de presse

de la Réunion des ministres des Finances
de la Zone franc du 30 septembre 2016

» <https://www.banque-france.fr/la-banque-de-france/nous-connaître/zone-franc-et-financement-du-developpement/reunions-des-ministres-des-finances-de-la-zone-franc>

10

N° 7 • Décembre 2016

